



## Actualités locales

### La conjoncture économique au troisième trimestre

Mayenne... Chiffres clés, le bulletin électronique de la Trésorerie générale de la Mayenne, s'est enrichi au troisième trimestre d'une rubrique « secteur agricole » avec le concours de la Direction départementale de l'agriculture (production laitière, abattage de gros bovins, cours bovins et porcins, productions végétales).

« La fragilité économique perceptible dans le département depuis le début de l'année, analyse globalement la Trésorerie générale, se ressent encore ce trimestre, et certains indicateurs conduisent à s'interroger sur la lisibilité de l'horizon économique. (...) La consommation

reste en retrait par rapport à l'année précédente, mais se maintient néanmoins à un bon niveau. La situation des entreprises reste encore contrastée, avec une hausse du nombre d'ouvertures de procédures judiciaires et une progression sensible d'immatriculations d'entreprises. Il est à noter que malgré une baisse des dépenses publiques, les entreprises maintiennent leur chiffre d'affaires et leurs investissements ». La Trésorerie générale dresse enfin le constat d'une nette progression du nombre des demandeurs d'emploi, et d'une baisse des offres d'emploi par rapport à 2001.



## Actualités nationales

### La démographie des professions de santé

Pénuries disciplinaires à l'hôpital, phénomènes de files d'attente pour certaines spécialités ou de désertification de zones rurales... Un rapport sur la démographie mayennaise des professions de santé aurait sans doute abouti aux mêmes conclusions. Seulement, il s'agit d'un rapport national, celui du professeur Yvon Berland, remis le 3 décembre dernier au ministre de la santé. Ce qui nous rappelle que le problème, comme bien d'autres (tel par exemple le vieillissement de la population), n'est aucunement spécifique au département.

Le rapport Berland préconise notamment un relèvement du numerus clausus, avec un concours régional de l'internat pour une meilleure répartition géographique des praticiens. En outre, le rapport suggère une réforme des études avec une première année qui serait com-

mune à tous les métiers de la santé pour faciliter les passerelles.

Pour pallier le manque de médecins en zone rurale, le rapport est plus favorable à « des aides techniques et administratives améliorant les conditions de travail » qu'à une « prime de l'installation ». D'où la possibilité de « maisons de soins » avec le concours des collectivités locales pour financer l'accueil, le secrétariat, l'informatique...

Pour en savoir plus : Sandrine Blanchard, « Face à la pénurie annoncée de médecins, un rapport préconise un fort relèvement du numerus clausus », in *Le Monde* du 5 décembre 2002.

## La convention collective de la branche aide à domicile

L'accord signé le 29 mars 2002 constituait une première étape pour une convention collective unique dans la branche aide à domicile. Cependant, en septembre dernier, le Gouvernement a souhaité que cet accord soit renégocié afin d'en réduire les conséquences budgétaires <sup>(1)</sup>. Pour répondre à cette « invitation », employeurs et syndicats ont signé un avenant à l'accord du

29 mars 2002, prévoyant entre autres le report de l'entrée en vigueur de l'accord au 1<sup>er</sup> juillet 2003. Dès lors, l'échelonnement sur trois ans de l'évolution des grilles de rémunération s'effectuerait de 2003 à 2006. Il reste au ministère à agréer l'accord pour qu'il puisse être appliqué...



### Nous avons reçu...

**Institut national de la statistique et des études économiques Pays de la Loire (INSEE), *Études*, « La mosaïque d'activités de l'économie sociale et solidaire », n° 10, novembre 2002 (4 pages).**

A noter : selon les auteurs, par rapport au nombre d'habitants, l'économie sociale génère relativement moins d'emplois salariés en Mayenne et en Vendée que dans les autres départements ligériens. On compte ainsi 3,0 emplois en Mayenne pour 100 habitants et 3,1 en Vendée, contre plus de 3,5 dans les autres départements. L'INSEE dresse le constat, mais sans avancer d'explications...

**Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *INSEE Première*, « Organisation territoriale de l'emploi et des services », n° 870, novembre 2002 (4 pages) ; « Les comptes régionalisés des administrations publiques locales en 1999 »,**

**n° 871, novembre 2002 (4 pages) ; « De moins en moins d'inactifs entre la fin des études et l'âge de la retraite », n° 872, décembre 2002 (4 pages).**

**Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *La France et ses régions 2002-2003* (coll. Références), novembre 2002 (231 pages).**

Après une vue d'ensemble des vingt-six régions métropolitaines et d'outre-mer, chacune d'entre elles est présentée dans son environnement, avec ses particularités et ses perspectives. Des sujets d'actualité tels que le PACS, la couverture maladie universelle (CMU) et les centenaires trouvent leur place dans cette nouvelle édition. La dernière partie, sur les régions européennes, porte une attention toute particulière au contexte européen.



### Le courrier des lecteurs

## La loi Voynet et les pays

Suite au *CEAS-point-com* n° 9 qui évoquait les « bruits de couloir » concernant les pays, l'Association régionale d'information des collectivités territoriales (ARIC, dont le siège est à Chantepie, membre du réseau Culture et Promotion auquel le CEAS adhère également) nous a transmis un compte rendu de la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, à l'Assemblée nationale. Celle-ci a adopté, début

décembre, un amendement au projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction, qui propose d'alléger les procédures d'élaboration des pays. En outre, il rend facultative la création d'un conseil de développement. Le CEAS peut diffuser ce compte rendu sur demande (par mél).

**Joyeux Noël à tous**

<sup>(1)</sup> – Voir *CEAS-point-com* n° 3 et n° 6.